



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

92-93 | 2003

Actualité politique dans l'étude des sociétés contemporaines

Avant-propos

Gérard Althabe, Suzanne Chazan-Gillig et Catherine Quiminal



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2027>

DOI : [10.4000/jda.2027](https://doi.org/10.4000/jda.2027)

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

Pagination : 7-11

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Gérard Althabe, Suzanne Chazan-Gillig et Catherine Quiminal, « Avant-propos », *Journal des anthropologues* [En ligne], 92-93 | 2003, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 24 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/jda/2027> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.2027>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Journal des anthropologues

Avant-propos

Gérard Althabe, Suzanne Chazan-Gillig et Catherine Quiminal

- 1 L'anthropologie, probablement plus que tout autre discipline, est interpellée, dans son projet même, par le double processus d'universalisation d'un système économique et social – le capitalisme – et du système politique qui lui est associé l'État-nation fondé sur la démocratie libérale. Face à la conjoncture actuelle qui se caractérise par une dépolitisation ou une apolitisation des faits sociaux, alors que les rapports de domination, d'exploitation et d'oppression font l'objet d'ethnisation impliquant séparation, division et compétitions identitaires, ressurgit la question des outils dont l'anthropologie dispose pour appréhender les modalités actuelles de construction, de dissimulation du politique.
- 2 Désireuse de contribuer à un débat amorcé dès les années quatre-vingt notamment dans la revue *Politiques Africaines* (J. Copans), que projetait d'approfondir Ch. Geffray durant le séminaire du Centre d'études africaines (J.-P. Dozon) l'AFA a organisé des rencontres « Anthropologie et politique » entre des chercheurs relevant de différentes disciplines et publie aujourd'hui ce numéro du *Journal des anthropologues* « Actualité politique dans l'étude des sociétés contemporaines » qui prolonge les réflexions entamées lors de ces journées.
- 3 Alors que l'anthropologie politique a connu en France un réel développement au moment des indépendances nationales dans les années 1960, elle semble aujourd'hui peiner à revendiquer sa spécificité. Pourtant nombreux sont les sujets qui méritent un traitement différentiel qui se démarque des théories des organisations, des approches psycho-sociales, d'une approche trop strictement juridique des légitimités sociales pour aborder les modes de production du politique dans l'espace privé et public et les nouveaux rapports mutuels qui s'instituent.
- 4 Comment comprendre le sens des formes du politique aujourd'hui en partant de champs micro-sociaux, pris dans des secteurs divers du social (institutions politiques ; associations et ONG ; lieux de cultes ; espaces communautaires et/ou résidentiels ; famille, rapports de parenté et de genre, entreprise et travail, etc.) ?
- 5 Comment reconstruire leurs articulations aux processus globaux, nationaux et internationaux dans une conjoncture où globalisation et interdépendance s'imposent ?

- 6 Quelles en sont les implications méthodologiques et théoriques ?
- 7 En rapport avec les changements du monde contemporain, de nouveaux questionnements se dessinent autour de la fonction réelle ou supposée des religions, des notions de citoyenneté, de société civile, d'interrogations sur les fondements juridiques de l'État.
- 8 Les thématiques abordées dans ce numéro sont multiples, elles illustrent la nécessité de redéfinir les contours d'une centralité d'approche à partir de laquelle la construction de nouveaux rapports interdisciplinaires devient possible. A travers la diversité des systèmes politiques étudiés (Bolivie, France, Ouzbékistan, Chine, Cameroun, Mélanésie...), des contextes, des histoires, la multiplicité des entrées pour saisir le politique, par le haut, par le bas, par le religieux, à partir des acteurs ou des structures, des articles réunis dans ce numéro se dégagent quelques éléments susceptibles de contribuer à la constitution de cette centralité.
- 9 Les uns portent sur l'urgence d'un bilan critique de la discipline, sur les raisons de son effacement dans le champ du politique, les autres sur les modalités actuelles de construction, d'appropriation du politique.
- 10 Malgré les critiques récurrentes dont il est l'objet, un obstacle fondamental demeure : la persistance d'un culturalisme théorique et éthique renforcé par le mode de classement dominant des sociétés, les unes essentiellement, naturellement limitées par leur culture d'un autre temps, les autres libres et politiques, délivrées, au dessus de toute appartenance primordialiste, de tous conflits ethniques à l'exception de ceux, toujours menaçants, importés par des groupes ethnicisés. Le Nord et le Sud, l'Occident et les autres.
- 11 Une manière d'exclure de la modernité les groupes restreints et localisés étudiés par l'ethnologue quelle que soit son « indigénophilie » (J.-P. Dozon).
- 12 Taraudante, également, l'opposition tradition/modernité (É. Wittersheim) à partir de laquelle se décline un ensemble d'oppositions pernicieuses : culture/politique, appartenances ethniques/politique, ruraux/progressistes, domination/résistance, État/société civile, locale/globale, oppositions de piètre valeur heuristique lorsqu'elles ne sont pas l'expression de relations. De même l'établissement de frontières entre les disciplines, bien que nécessaire pour situer l'originalité de la démarche anthropologique et préciser sa place dans le champ des connaissances comme le note S. Chazan-Gillig, doit faire l'objet d'un regard critique. Il s'agit selon l'expression de J. Copans de décoloniser le régionalisme anthropologique. Les regards croisés entre disciplines sont à cet égard utiles. Y. Chevrier, historien, organise la rencontre entre les deux disciplines autour de ce qu'il nomme des trajectoires politiques. Il reconnaît l'intérêt des travaux anthropologiques mais en indique aussi les limites. Les travaux sur la Chine portent sur l'architecture locale des pouvoirs mais négligent les institutions centrales ou l'articulation des différents niveaux qui structurent le politique. Le manque d'études du politique en son centre : l'État, les partis, les acteurs politiques du sommet, pour reprendre une expression de J. Copans, est également souligné par J.-P. Dozon pour ce qui concerne le continent africain. P. Lantz développe une hypothèse plus radicale selon laquelle l'ensemble des sciences sociales, en privilégiant l'étude des sociétés au détriment de celle des États, évacue le politique considéré par elles comme « un mauvais objet ».

- 13 C'est en définitive la critique d'une vision anthropologique du pouvoir minimaliste et réductrice que l'ensemble des textes met en œuvre.
- 14 De l'intérêt porté aux modalités de construction et d'appropriation du politique découle une certaine convergence des auteurs quant à la manière d'aborder le politique comme un ensemble de rapports et de relations.
- 15 Malgré ou grâce à la diversité des objets c'est la redoutable capacité qu'ont les États-nations à produire du consensus au prix de violences symboliques ou physiques, tout en occultant, déplaçant les conflits, qui ressort. Le lien entre mode d'accès aux richesses, y compris aux savoirs, et pouvoir politique est central ce qui explique entre autre chose l'omniprésence des ONG et la place qu'elles occupent dans les luttes de pouvoir (Y. Guillerrou).
- 16 Les outils du consensus sont analysés à différents niveaux en différents lieux et contextes. En Bolivie (P. Absi), les mineurs sont dépouillés de leur identité ouvrière ; pris dans le mythe de la nation métisse, ils deviennent des citoyens convenables : domestication d'une image subversive. A Sarcelles (A. Benveniste), à travers une construction communautaire porteuse d'un modèle rejoignant celui affiché par les politiques locales, sont réinterprétés les mécanismes de divisions sociales : disparition de la référence à la classe sociale au profit de l'origine ethnique ou religieuse.
- 17 En Ouzbékistan ou en Chine (B.-M. Pétric, Y. Chevrier), l'étude des modes d'accès aux charges de pouvoirs éclaire sur les modes de légitimation du pouvoir.
- 18 En désignant les lieux de solidarité acceptables et en affirmant sa capacité à résoudre les conflits, à résorber les violences redoutées par tous, l'État dessine les frontières des rapports sociaux. De là découle l'ambiguïté du rapport au pouvoir qui peut faire un usage légal de la force ou exercer la violence. C'est l'universalité d'un usage légal de la force que M.-H. Piault soumet à l'analyse à partir d'un événement violent à plusieurs titres au cours duquel la société brésilienne est devenue témoin collectif de la défaillance de l'instrument essentiel de sa protection.
- 19 Un des ressorts du rapport ambivalent au pouvoir semble être l'évacuation du politique par les politiques. Une conception de la démocratie que ne démentent pas les théories délibératives de la démocratie telles celles de Rawls ou Habermas qui trouvent leur fondement dans la possibilité même hypothétique ou différée du consensus. Ne devrait-on pas, afin de comprendre comment les habitants d'un petit village participent au politique, se font un point de vue politique, dans les luttes mais aussi à travers différentes manifestations d'apparence folklorique, se référer plutôt à une conception agonistique de la démocratie comme le propose les analyses de J. Spencer ?
- 20 Une dernière remarque s'impose. Tous les articles, chacun à sa manière, abordent et la question des catégories et celle des relations sociales comme en réponse à une critique faite aux anthropologues par J. Copans dans leur approche du politique. Ils abordent la question toujours posée à l'anthropologie, mais plus complexe aujourd'hui qu'hier, du mode d'articulation entre le local et le global. Prenant acte des rapports sociaux, pour reprendre une distinction conceptualisée par V. De Rudder, qui s'inscrivent au niveau structurel et macro-social dans les rapports nationaux et internationaux, cadre organisateur et fondement de la coexistence, les auteurs travaillent sur les relations sociales qui disposent d'une marge de liberté dans la concrétisation de ces relations. En d'autres termes ils mettent en œuvre un mode d'articulation qui reconnaît au-delà des contraintes violentes fortes et bien réelles une certaine autonomie au local.

AUTEURS

GÉRARD ALTHABE

EHESS

SUZANNE CHAZAN-GILLIG

IRD

CATHERINE QUIMINAL

Paris VII – URMIS